



SNE - SNUITAM



FSU - MEDDE / METL

Déclaration CGT et FSU au CCAS des MEEM/MLHD le 27 septembre 2016

Madame la directrice,
Monsieur le président,
Mesdames, Messieurs,
Cher-e-s camarades,

Hier, le Président de la République était à Calais. Il a confirmé le démantèlement de la « jungle » mais pas l'arrêt de la construction d'un mur, indigne du pays des droits de l'homme et qui ne pourra rien face à des hommes prêts à tout, au péril de leur vie, pour traverser vers l'Angleterre.

La CGT et la FSU dénoncent la complicité du gouvernement s'abritant avec lâcheté derrière une décision de l'Angleterre et s'inquiètent de l'implication des services du ministère et notamment des agents de la DIR Nord sur ce chantier.

Cette réunion de rentrée du CCAS se tient deux jours avant la présentation du projet de budget 2017 lors du prochain Comité Technique Ministériel et la CGT et la FSU regrettent de ne pouvoir avoir aujourd'hui les informations détaillées concernant l'enveloppe prévue pour l'action sociale mais demandent cependant des éléments de prévision.

Vous l'aurez compris, l'inquiétude est forte dans les CLAS sur les moyens financiers qui seront affectés à l'action sociale ministérielle en 2017 et la CGT et la FSU refusent qu'à nouveau, des charges relevant du fonctionnement des services et notamment des conséquences des réorganisations et des fusions de DREAL, soient imputées sur le budget d'action sociale ministérielle alors qu'une enveloppe dédiée devrait être identifiée dans le budget général.

Elles réitèrent leur demande de maintien des crédits y compris dans les Établissements Publics et le respect des conventions pluriannuelles avec les associations quant à leurs subventions de fonctionnement.

L'année 2016 se termine avec des factures de restauration collective qui ne seront pas toutes réglées d'ici la clôture de gestion dans de très nombreux départements et des crédits d'initiative locale servent en ce moment, dans certains services, de variable d'ajustement, dans le cadre de la fongibilité des crédits.

La CGT et la FSU demandent qu'une consultation exhaustive de l'ensemble des présidents de CLAS soit faite dans un délai très court, soit à l'occasion des réunions des CRCAS qui se tiennent dans les prochains jours, soit directement par les RBOP et les chefs de services en l'absence de réunion programmée, afin que les projets d'actions décidés localement, soient bien financés dans la limite de la dotation CIL définie début 2016 ; ceci avant toute reprise de crédits CIL pour financer d'autres dépenses.

Les problématiques d'accès à la restauration collective, au logement social et aux places en crèches, sont au cœur des préoccupations des agents et de leurs familles et relèvent à la fois de l'action sociale interministérielle et ministérielle.

Pour la CGT et la FSU, cela ne signifie pas que chaque niveau institutionnel doit chercher le meilleur moyen pour rejeter les responsabilités sur l'autre mais, bien au contraire, que chaque ministère et en l'occurrence les MEEM et MLHD, doivent assumer y compris budgétairement, les réponses aux besoins exprimés par les agents et qui relèvent de leurs droits en matière d'action sociale, comme le prévoit le statut de la fonction publique.

Plusieurs dossiers concernant des projets de création ou de travaux dans les RIA sont en discussion auprès du Comité Interministériel d'Action Sociale (CIAS) et des crédits sont actuellement disponibles compte-tenu d'appels d'offres infructueux ou de retards dans le lancement des travaux dans certaines régions.

La CGT et la FSU soutiennent la demande de l'ensemble des organisations syndicales de la DDTM, de la DDFIP et des services de l'Education Nationale du Morbihan qui sollicite une étude de faisabilité concernant la création d'un RIA sur le site où les services de l'Etat sont en train de déménager à Vannes.

Les représentants des personnels refusent que la solution transitoire d'accès au restaurant du centre hospitalier, conséquence de la fermeture programmée de 2 restaurants administratifs, soit pérennisée sans cette étude préalable.

Ils refusent que des crédits d'action sociale interministériels ou ministériels soient consacrés à des travaux d'extension de ce bâtiment du centre hospitalier en toute illégalité vis à vis de la réglementation en matière de gestion de crédits.

La CGT et la FSU demandent solennellement à la DRH des MEEM/MLHD d'intervenir auprès de la DGAFP afin que cette étude de faisabilité soit lancée.

Une mission d'inspection a été confiée cet été par la ministre de la Fonction Publique concernant l'action sociale de proximité et notamment la restauration collective, les arbres de Noël et la médecine de prévention.

Comme en 2014 dans le domaine des subventions-vacances pour les enfants, le Secrétaire Général du Gouvernement (SGG) souhaite prendre des dispositions particulières sur ces questions, pour les agents dans les Directions Départementales Interministérielles (DDI).

Il vient de lancer des groupes de travail et lors de la réunion du 6 septembre, la directrice des services et des affaires financières (DSAF), dans le but affiché d'harmoniser les restes à charge des agents issus de plusieurs ministères au sein des DDI, propose de mutualiser les crédits en transférant la part des budgets ministériels consacrés à la restauration collective, correspondant aux agents en DDI, sur le BOP 333 regroupant les crédits de fonctionnement !

La CGT et la FSU sont opposés à cette proposition qui signerait l'arrêt de mort de l'action sociale ministérielle et des CLAS compte-tenu de la part de la restauration collective dans le budget et ne résoudrait pas la question des restes à charge puisqu'aucune enveloppe complémentaire n'est associée à cette proposition.

Elles demandent la position des MEEM/MLHD sur cette proposition et une intervention ferme auprès du SGG pour la rejeter.

Concernant les crédits du FIPH FP, la poursuite des ponctions par le gouvernement pour financer d'autres politiques (comme la mise aux normes et les travaux dans les universités), inquiète la CGT et la FSU qui souhaitent des informations sur la pérennité de l'enveloppe qui sera mise à disposition en 2017 pour les agents des MEEM/MLHD.

En administration centrale, la réorganisation de la DRH se poursuit et les membres du CCAS souhaitent avoir des informations sur l'organisation et les interlocuteurs futurs des présidents de CLAS concernant l'action sociale.

A ce jour, sauf information nouvelle, le décret en Conseil d'Etat devant valider le plan de requalification voté en CT Ministériel en décembre 2015, n'est toujours pas publié,

De même, la note de gestion ministérielle concernant la mise en œuvre du RIFSEEP, contrairement à l'ensemble des autres ministères, n'est toujours pas signée.

La CGT et la FSU dénoncent la gestion désastreuse de ces 2 dossiers et les répercussions sur la vie des agents qui s'inquiètent des conséquences financières et ne peuvent que constater le non respect des engagements pris par la Ministre.

Elles demandent une intervention auprès de la DGAFP pour obtenir des mesures évitant les inversions de carrière et si, comme c'est annoncé, le plan de requalification n'était pas à la hauteur des prévisions pour 2016, elles exigent que l'enveloppe budgétaire non reportable soit entièrement redistribuée aux agents sous la forme d'une prime exceptionnelle forfaitaire sur les payes de décembre 2016.

Il doit en être de même pour l'enveloppe d'1 million d'euros pour le CIA lié au RIFSEEP qui doit aussi être reversée aux agents.

Enfin, la CGT et la FSU rappellent que l'information des retraités est toujours le parent pauvre de la communication et demandent quelles mesures sont prises à ce jour concernant le suivi, l'accès aux prestations et le suivi post-professionnel des retraités et de leurs ayants-droits au sein des MEEM/ MLHD ;

Aux côtés de plusieurs syndicats et organisations de retraités, la CGT et la FSU appellent l'ensemble des retraités de nos ministères à participer massivement à la journée d'action prévue le 29 septembre.

Les représentants CGT et FSU au CCAS des MEEM/MLHD.